

Bulletin d'histoire politique

Jocelyn Létourneau, *Le Québec, les Québécois. Un parcours historique*, Fides/Musée de la civilisation, 2004

Mathieu Bock-Côté



Volume 14, Number 2, Winter 2006

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1054445ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1054445ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Bock-Côté, M. (2006). Review of [Jocelyn Létourneau, *Le Québec, les Québécois. Un parcours historique*, Fides/Musée de la civilisation, 2004]. *Bulletin d'histoire politique*, 14(2), 205–225. <https://doi.org/10.7202/1054445ar>

Jocelyn Létourneau, *Le Québec, les Québécois. Un parcours historique*, Fides/Musée de la civilisation, 2004¹

MATHIEU BOCK-CÔTÉ
Candidat à la maîtrise en sociologie
Université du Québec à Montréal

Ici, chacun va chercher ses amis ailleurs, le politique à Londres, le philosophe à Berlin; le communiste dit : Nos frères les Chartistes. – Le paysan seul a gardé la tradition du salut; un Prussien pour lui est un Prussien, un Anglais est un Anglais. – Son bon sens a eu raison, contre vous tous, humanitaires !

JULES MICHELET

Les historiens québécois et les intellectuels qui tournent autour des débats de la profession ont entrepris, depuis plusieurs années déjà, la réécriture de l'histoire nationale. Non pas d'abord pour trouver de nouveaux faits, manquants jusque-là, et dont le dévoilement rendrait caduques certaines interprétations canoniques du récit collectif. Il faudrait plutôt disposer les faits sur une nouvelle trame, pour renouveler plus que la pratique historique, mais bien le travail de mémoire, par lequel s'élabore la conscience collective. Ce n'est plus l'histoire comme science qui passionne, mais l'histoire en tant qu'espace d'élaboration de la référence commune par laquelle la collectivité en vient à définir ses frontières symboliques et « faire du sens » avec ce que le passé a fait d'elle. Les idées portent à conséquence, et les débats de la profession trouvent un écho au sein même des institutions publiques exprimant politiquement la réalité de la nation et la culture par laquelle elle manifeste son génie propre.

Dans le cadre de son exposition permanente *Le Temps des Québécois*, inaugurée à Québec en juin 2004, le Musée de la civilisation a confié à un historien la tâche de faire une nouvelle histoire du Québec, une synthèse, en tenant compte de l'état actuel de la réflexion historiographique. C'est Jocelyn Létourneau qui a hérité du mandat, spécialement, nous dit Claire Simard, directrice générale du Musée de la Civilisation, dans l'avant-propos qui introduit l'ouvrage, parce qu'il s'était intéressé à l'état des représentations collectives au Québec, autrement dit, à l'état de la conscience historique dans ses différentes facettes et manifestations. Pour reprendre une formule de Paul Yonnet, c'est le « roman national » qu'on s'apprête à réécrire, pour l'articuler autour d'une nouvelle intrigue². Et l'aventure mise en récit, cette fois, sera endossée par les institutions de l'État qui contribueront ainsi à diffuser dans la population ses principaux éléments par les différentes politiques d'ingénierie identitaire travaillant et modelant d'une manière ou d'une autre les représentations collectives des Québécois. Ce n'est plus à la communauté savante qu'on s'adresse premièrement, mais bien au peuple québécois, ou comme on dit lorsqu'il faut écrire poliment pour les bons milieux cosmopolites et universitaires, à la « société québécoise ».

DÉCONSTRUIRE LA QUESTION NATIONALE

C'est un fait étrange mais incontestablement vrai que n'importe quel intellectuel anglais ressentirait plus de honte à écouter l'hymne national au garde-à-vous qu'à piller dans le tronc d'une Église.

GEORGE ORWELL

La question a été posée par plusieurs. Pourquoi réécrire l'histoire nationale? Comment la réécrire? Et comment faire cela au Québec où les différentes options politiques cherchent à s'approprier les conclusions historiques? Comment éviter d'écrire pour un camp plutôt qu'un autre, par-delà les téléologies globalisantes qui ont fait longtemps la renommée des historiens du nationalisme romantique au XIX^e siècle? Comment écrire l'histoire d'une société sans chercher au même moment à retracer un parcours duquel la collectivité ne pourrait dévier? Jocelyn Létourneau a travaillé à partir de ces quelques questions, pour conceptualiser autrement la trame sur laquelle les faits récoltés par l'historien sont appelés à se déposer et faire sens pour les contemporains qui cherchent dans l'histoire les traces d'un destin.

Dans *Passer à l'avenir*³, Létourneau avait déjà recueilli plusieurs textes où il cherchait à reconstruire les éléments des différentes trames interprétatives disponibles pour penser l'historiographie québécoise et canadienne, et plus vastement, l'état de la conscience historique québécoise, qu'il se proposait déjà de rénover. Le projet est ici repris, puis détaillé, parce que mis à l'épreuve. Le livre est bref. En 125 pages, Létourneau donne une première esquisse, attendue, de l'histoire que les Québécois devraient maintenant, selon lui, se raconter. Si la fresque ne manque pas d'intérêt – et de style, Létourneau est certainement un écrivain de grand talent – dans la mesure où elle fait apparaître dans l'histoire du pays certains éléments de normalité collective qu'il ne sert à rien de nier et qui peuvent contribuer s'il le faut à apaiser la conscience nationale qui entretient encore aujourd'hui une certaine intransigeance malsaine envers le passé canadien-français, elle n'en demeure pas moins marquée par une thèse forte qui éclipse le reste et nous fait lire ce livre d'abord à partir de ce qui lui manque davantage que par ce qu'il pourrait apporter de neuf à la compréhension du Québec.

La proposition centrale est simple, et assumée : il s'agit de désinvestir la question nationale de la conscience historique québécoise, de réécrire l'histoire du Québec sans en faire une histoire nationale non plus qu'une histoire consentant à reconnaître à la question nationale un primat existentiel. « Notre récit ne s'organise pas suivant une vision national(ist)e du destin des sociétés. Il ne reprend pas non plus la posture mélancolique de bien des penseurs réfléchissant à la condition québécoise.⁴ » Par « mélancolique », il faut bien évidemment entendre l'idée d'une histoire qui s'articule autour d'un récit qui voit le peuple conquis de 1760 chercher lentement à reprendre pied dans l'histoire des nations pour s'y inscrire en son nom propre dans une patiente mais déterminée entreprise de reconquête, porté dans cette quête, pour reprendre la belle expression de Jacques Beauchemin, par un « vieux désir d'achèvement », l'indépendance lui permettant de parachever politiquement la conscience qu'il a d'avoir un point de vue sur le monde. Rien de cela, ici. On décapera l'histoire québécoise de son vernis national. Pour citer un autre texte de Létourneau, « le défi n'est pas ici de faire fi d'un savoir empirique accumulé au long des années, mais de recadrer des interprétations, de reconfigurer des chaînes argumentatives et, surtout, de sortir d'une vision du passé où les idées de “manque”, de “détournement de destin”, et de “misère à être” constituent les fondements d'une “épistémologique”, d'une poétique et d'une politique mélancolique de soi »⁵.

L'histoire du Québec ne doit plus être celle du peuple québécois. C'est en fuyant l'idée nationale qu'on risque de mieux retrouver le Québec tel qu'il

s'est vraiment configuré au fil du temps comme société distincte et pluraliste en Amérique du Nord dans le cadre de l'expérience canadienne. L'historiographie traditionnelle, en surinvestissant le passé québécois d'une interprétation nationaliste, recouvrerait une histoire complexe, dispersée, sans cohérence manifeste, ouverte à de nombreux possibles, aucun d'entre eux ne s'imposant de soi pour qui fait le projet de fouiller dans les entrailles du passé. On tissera donc l'histoire à travers les nombreux enjeux qui sont apparus à la société québécoise pour en faire une courtepointe mal cousue qui résistera aux saisies simplifiées parce que ses facettes se déroberont l'une à la suite de l'autre à mesure qu'elles se dévoileront. L'histoire du Québec sera une histoire plus « sociétale » et moins nationale – et comme il va de soi, moins politique et certainement pas ponctuée selon les grands événements privilégiés par la tradition nationaliste – parce que la société, sauf dans des moments d'intensité exceptionnelle, ne privilégie pas le référent national pour construire ses représentations, pour se situer symboliquement, pour faire une cartographie des problèmes qu'elle affronte.

L'idée n'est pas neuve dans les travaux de Létourneau, qui a depuis un bon moment entrepris une déconstruction systématique de la référence nationale dans l'espace public québécois. Un retour thématique sur certains textes récents de Létourneau nous en convaincra. Dans un article au journal *Le Devoir*, qui faisait un premier bilan du gouvernement Charest, l'historien soutenait que le Québec trouvait à se mobiliser de manière inattendue et prometteuse dans la mesure où les questions qui l'interpellaient délaissaient la préoccupation nationale pour faire apparaître plutôt une série d'enjeux sociaux constituant l'espace public autour de thématiques déliées de la question du statut politique. « M. Charest, écrivait Létourneau, pourrait bien avoir sonné le réveil d'une population qui, fatiguée de s'appesantir sur son sort comme nation, serait enfin sur le point de se pencher de nouveau sur sa condition comme société.⁶ » Un propos tenu aussi dans les pages d'*Argument* dans un essai titré « Y a-t-il une "nation québécoise" ? Est-il impératif qu'elle adienne ? », dans lequel il soutenait que la figure nationale, trop forte pour décrire la condition québécoise, devait être délaissée par les intellectuels pour faire usage de concepts plus fins, parmi lesquels, on tire au hasard « collectivité québécoise », « groupement par référence » et « monde culturel »⁷.

Parler du Québec comme d'une nation ou le définir dans cet état d'être, à partir de ce fondement primordial, sorte d'alpha et d'oméga de sa condition, c'est en effet, lui imposer une forme de représentation symbolique, d'agrégation et de cohésion qui est bien trop forte pour exprimer les nuances, les équivoques et la polymorphie de l'expression nationalitaire qui se manifeste au sein de cette province du Canada,

d'une part, et pour accueillir la variété des allégeances et ambitions identitaires que l'on y trouve, d'autre part.

Et Létourneau précisait un peu plus loin, dans le même texte, sa représentation du sujet historique québécois.

À vrai dire, les habitants du Québec ne forment par une nation mais une collectivité instituée et politiquement intégrée qui, appelée et mobilisée en ce sens et sur ce mode par son gouvernement élu, délibère de son destin et de son devenir en fonction d'un certain nombre de facteurs envisagés comme des contraintes et des avantages, c'est selon, et parmi lesquels figurent le régime fédéral canadien, la Charte canadienne des droits et libertés de la personne, la législation canadienne, l'ALENA, la Déclaration universelle des droits de la personne, etc⁸.

C'est la figure nationale qui fait problème pour Létourneau, parce qu'elle coagule dans un référent identitaire un ensemble d'appartenances dispersées qui n'ont pas la cohésion nécessaire pour qu'on puisse y faire appel sans forcer le sens des faits. L'historien entreprendra la déconstruction des fausses figures qui minent la compréhension de la collectivité dans la diversité de ses appartenances, dans ses ambivalences, qui ne peuvent être subsumées dans l'idée nationale telle qu'elle se manifeste dans la conscience historique québécoise. Ce qui ne va pas sans conséquences politiques lorsque Létourneau cherche à définir le défi québécois des années prochaines.

De manière générale, le défi des Québécois n'est pas de construire ou de faire advenir la nation, mais d'édifier ici une société qui soit aussi juste, riche, épanouissante et accueillante que possible pour ses membres. En fait, si tant est que l'on place le bonheur des hommes et des femmes au cœur de l'entreprise politique, il est secondaire, voire résiduel, que la nation advienne, mais primordial que la société et que la collectivité s'améliorent⁹.

Létourneau confesse ici son peu d'intérêt pour la question nationale qu'il ne placera certainement pas, on s'en doute, au centre de l'histoire dont il entreprend de se faire le conteur. On pourrait s'épuiser en détaillant les subtilités identitaires autour desquelles Létourneau brode ses écrits. Mais on s'en passera, le propos est explicite et correctement défini pour ce qui nous intéresse ici. Pour Létourneau, la donne est définitive. Dans un texte programmatique il tranchait la question d'un jugement sans équivoque. « Je crois [...] que cette difficulté des Québécois de sortir du paradigme, de la problématique et de l'horizon national est un poids plutôt qu'un tremplin dans le développement de l'historiographie portant sur le Québec.¹⁰ » C'est sur

ce fond d'anti-nationalisme radical mais sophistiqué – à distinguer de l'anti-nationalisme primaire de la tradition citélibriste – que Létourneau écrit sa version bien personnelle de l'histoire de la société québécoise.

Létourneau consent certainement à reconnaître, lorsqu'il y est, contraint que la majorité française du territoire a la mauvaise tendance à délimiter son appartenance sous le référent national, mais y voit justement un problème à résoudre dans la reconstruction d'une identité collective capable de liquider dans la mesure du possible certains obstacles et plusieurs barrières dans l'édification d'une société véritablement inclusive. Le communautarisme franco-québécois empêche la société québécoise de sortir de la question nationale. Obstacle qu'il cherchera à surmonter d'ailleurs dans l'ouvrage ici recensé. Il faudra décentrer la nouvelle mise en récit de la tradition politique et historiographique franco-québécoise, trop pleine de significations nationales qui risquent d'agglutiner la mémoire québécoise autour de sa majorité française plutôt que de l'ouvrir véritablement aux contributions dispersées qui ont contribué à la définir dans les siècles.

Précisons [...] que par « Québécois », nous entendons l'ensemble de ceux et celles qui, ayant habité cet espace d'interrelations que l'on appelle maintenant le Québec, ont à leur manière et dans des perspectives variées, contribué à construire la société québécoise [...]. Lorsque nous employons le terme « Québécois », nous ne référons donc pas aux seuls francophones, mais à tous ceux qui ont investi, dans l'édification historique de cette société, leurs labeurs et leurs aspirations¹¹.

Principe qu'il appliquera, par exemple en marquant comme il le peut l'enracinement québécois de la minorité anglaise de Montréal pour relativiser le clivage des communautés et faire apparaître entre ceux que l'histoire avait fait ennemis une complicité inattendue, même une communauté de destin. Principe appliqué aussi, en cherchant dans la mesure du possible à multiplier les clivages non linguistiques dans l'histoire, pour alléger aussi la pesanteur jusque-là reconnue aux tensions nationales et voir comment la société québécoise s'est construite sans d'abord s'intégrer dans une perspective nationale.

De là, le récit de Létourneau peut prendre forme, en découpant dans l'histoire les séquences qui marquent la construction de la société québécoise, travail accompagné d'une interprétation nouvelle des grands événements dont a gardé une trace vive la conscience collective. On ne sera pas surpris de constater que son travail se définit d'abord par la négative, dans la mesure où l'effet recherché est surtout de dissiper le récit jusque-là investi

dans la conscience historique pour travailler explicitement à sa dénationalisation et sa canadianisation conséquentes. Les Québécois s'entêtent, contre toute évidence selon Létourneau, à lire leur histoire comme une lutte nationaliste marquée par trois grandes césures, celle de la Conquête, celle des Rébellions, celle de la Révolution tranquille. Or il faut sortir de ce récit et de la trame qui lie ensemble ces grands événements en recadrant l'histoire du Québec hors de la question nationale pour désamorcer la lutte des nations que l'historiographie traditionnelle avait pris l'habitude de mettre en scène.

De la Conquête anglaise, il dira « qu'à l'encontre d'une idée reçue, [elle] n'impose pas un destin univoque, sorte de recalage généralisé, à l'ancienne colonie française »¹². Elle ne marque pas vraiment les rôles entre gagnants et perdants et ne tranche pas dans le temps une césure fondamentale qui détermine l'avant et l'après dans l'histoire québécoise.

C'est ainsi que, bifurquant, une société se relève, se restructure et (re)commence à fonctionner dans le cadre d'une dynamique politique souvent ambiguë entre les conquérants et les conquis, ni les Britanniques ni les Canadiens ne pouvant ou ne voulant assumer les rôles typés – celui de gagnants et de perdants – que le dénouement de la fameuse bataille des Plaines d'Abraham leur avait apparemment attribués¹³.

Prenons acte : l'histoire canadienne donne à voir une première parmi les sociétés humaines, celle d'une conquête sans domination, qui n'institue pas une relation de pouvoir. Non, l'histoire canadienne donne à voir deux sociétés s'interpénétrant, qu'il faut éviter de poser dans un rapport d'hostilité primordiale. On se remet de tout, même d'une défaite.

La lecture proposée par Létourneau des Rébellions prend la même tonalité. Pour lui, si on peut reconnaître un certain élan réformiste aux alentours des années 1830, surtout provoqué par la radicalisation de certains chefs patriotes, il faut se garder d'y voir une lutte nationale pour l'indépendance politique. Létourneau écrit :

Dans la mémoire collective des Québécois d'héritage canadien-français, les rébellions de 1837-1838 ont le statut d'événement traumatisant et cultuteur. Gorgée d'attentes variées et imprégnée de velléités multiples, la démarche politique des contestataires est en réalité plus complexe, souvent équivoque, parfois confuse¹⁴.

Autrement dit, ceux qui veulent ressaisir le sens que la tradition a conservé de ces luttes feraient bien de s'en garder, car la tradition et la mémoire peuvent mentir, plaquer des cohérences douteuses sur le flou des intentions réelles des acteurs. D'ailleurs, précaution supplémentaire, « il ne sert

à rien d'illuminer le passé d'une clarté de sens qui lui fait défaut ou de le recouvrir d'un manteau d'unanimité qui lui sied mal »¹⁵. L'histoire, qui devait jusqu'ici justement contribuer à la conservation des traces de cet événement dans la conscience historique, en l'entretenant, doit désormais questionner les traces et les empreintes, voir qui les a laissées, et chercher à rappeler l'éventail d'options alors disponibles offertes aux acteurs pour bien soustraire au récit historique toute dimension de nécessité, ce qui consisterait à investir une part de téléologie dans l'histoire nationale. Pour les Rébellions comme pour la Conquête, mieux vaut se tenir loin des nationalistes pour en avoir une interprétation correcte, affirme en fait Létourneau, ce qui ne devrait pas surprendre dans la mesure où il entend penser le Québec à l'écart, sinon en claire rupture avec sa principale tradition politique et historiographique.

C'est tout le récit qui se monte désormais autour des problèmes et enjeux sociaux qui se sont posés à la société québécoise et qui contribuent à lui définir une nouvelle trame. Ce qui intéresse Létourneau, c'est, par exemple, l'entrée du Québec dans la société salariale, le problème qui se pose ensuite de sa configuration selon la ligne des classes sociales transcendant les lignes nationales, son industrialisation et la définition du monde du travail selon les différentes régions du pays. Autrement dit, Létourneau raconte la construction d'une société à travers les questions sociales qui l'ont amenée à se définir. On s'abstiendra de les énumérer platement ici pour simplement indiquer que c'est à travers elles que Létourneau entend recomposer la mémoire et lui faire suivre une piste conforme à son pari d'écrire une histoire du Québec qui trouve la porte de sortie du nationalisme. Le principal souci de Létourneau est de garder le passé ouvert et d'empêcher le débordement de la question nationale qui viendrait malheureusement fausser un récit qu'il veut mettre à l'abri de l'habituel pathos de l'historiographie traditionnelle. Il a mieux à faire, en écorchant les mythes latents ou actifs dans la conscience nationale, par exemple dans sa remise en question de la Révolution tranquille, qu'il définit non pas comme la reprise d'une ancienne lutte pour la pleine existence nationale correspondant au vieux rêve de « reconquête », mais bien comme une entreprise modérée et pragmatique d'une société trouvant à conjuguer son originalité propre avec la dynamique continentale en rattrapant comme elle le peut les standards du providentialisme social-démocrate.

S'il reconnaît que la Révolution tranquille passe encore dans la conscience collective pour un moment de redressement national – autre « idée reçue », comme il se doit – certainement exemplifié dans le slogan « Maîtres chez nous » et magnifié dans l'appel du général de Gaulle, il ne peut s'empêcher de chercher à dégonfler un mythe incapacitant pour le Québec contemporain dans la mesure où ce dernier est encore accroché à l'idée d'une

tâche inaccomplie, d'un devoir qui reste à faire, associé à la résolution de la question nationale.

Dans l'imaginaire collectif, les années 1960 coïncident en effet avec un moment de grand basculement au cours duquel les Québécois d'héritage canadien-français [...] entreprennent de s'émanciper de leurs tutelles pérennes et s'élancent vers la conquête de lendemains meilleurs¹⁶.

Or, selon Létourneau, « le désir de rénovation perceptible au sein de la société québécoise de l'époque est en réalité modeste, réformiste et pragmatique »¹⁷. La Révolution tranquille fut prosaïque, son souvenir doit l'être aussi.

Il ne faut pas voir de ruptures dramatiques entre les Québécois révolutionnés et leurs prédécesseurs. Fertile en nouvelles interrogations sociales, la Révolution tranquille représente plutôt une sortie « technoréformiste » au conservatisme libéral prévalant dans la province en matière de choix politiques et sociaux¹⁸.

Non pas que tout cela soit tout faux et qu'il faille célébrer ou révoquer l'héritage d'un bloc. L'heure est probablement venue d'un inventaire assez complexe des institutions sorties de la Révolution tranquille – le fameux débat sur le modèle québécois et sa rénovation. Il faudra probablement dépasser la Révolution tranquille sans l'abolir, et sans l'oublier non plus, ce qui passe aussi par un certain scepticisme envers certains pans de sa légende, mieux, faire de 1960 un moment fondateur qui n'abolit pas pour autant le passé canadien-français. Convenons de tout cela. Mais on demeure à l'écart des raisons qui expliquent la persistance du mythe de la Révolution tranquille dans la conscience collective, en tant qu'expression historique d'une révolution nationale certes inachevée, mais quand même partiellement réussie, la vieille lutte pour la pleine existence nationale trouvant enfin à reprendre son cours en rouvrant des questions fondamentales un temps fermées pour enfin les résoudre. Ce qui entraîne Létourneau à constater, un peu malgré lui, « le refus des Québécois, et notamment des francophones, de se défaire de cette référence cardinale à leur identité rafraîchie »¹⁹. Ce qui étonne, évidemment, c'est le refus de Létourneau de se questionner sur cette résistance du peuple québécois à déboulonner un des mythes positifs de son histoire qui correspond, pour ceux qui consentent encore à regarder dans cette direction, au vieux rêve de la reconquête qui n'a jamais cessé d'animer son imaginaire. Mais qui veut rester étranger à la question nationale risque effectivement de passer à côté de certaines évidences qui font sens pour tous ceux qui n'ont pas renoncé à suivre les pistes de l'histoire collective balisées par la lutte pour la pleine existence politique.

REPRENDRE LA TRACE CANADIENNE

Notre histoire à nous, Québécois, ne commence pas en 1867, mais en 1534. C'est pas comme la Saskatchewan, qui a été fondée après le Canada. Pour nous, la confédération est une phase de notre histoire. On était là avant le Canada existe, on est là pendant que le Canada existe, peut-être qu'on sera là après que le Canada aura fini d'exister.

MARCEL MASSE

On remarquera sans surprise que Létourneau entreprend chaque fois de situer son interprétation des grands événements de notre histoire en marge des « idées reçues », manière froide d'avouer qu'on cherche à se soustraire aux prescriptions du sens commun, qui est en matière historiographique au Québec d'abord un sens commun nationaliste. C'est que l'historien de Laval mise gros en pariant contre la mémoire de son peuple. Car Létourneau perçoit une trame forte, ou du moins, un fil conducteur dans la conduite des Québécois, on dirait peut-être, un caractère ou un tempérament collectif. Il faut selon Létourneau retrouver chez les Québécois une ambivalence d'être qui leur a permis, malgré les appels exaltés de certains de leurs leaders à la recherche d'un destin pour un peuple qui n'en veut pas, de poursuivre une histoire faite d'esquives, de stratégies prudentes, à l'abri des ruptures radicales qui auraient fait dévier la collectivité du parcours insolite qu'elle s'entête à suivre malgré ses élites.

Elle est plutôt l'expression d'une espèce de prudence politique découlant de l'évaluation lucide, par la majorité des habitants de la province, de la donne politique propre à une petite collectivité évoluant dans un contexte où elle n'a jamais de position dominante, son mieux-être et son devenir étant intimement liés à l'obtention, par la voie négociée, d'un régime d'interdépendance avec l'autre envisagé comme partenaire et adversaire à la fois.

Autrement dit, c'est un réformisme tranquille, plutôt conservateur et fédéraliste qui serait la trame véritable tenant le passé dans une tradition connectée aux humeurs durables de la population québécoise dans le temps. « Réfractaire aux transformations radicales, la population québécoise appuie en effet, de manière générale mais constante, le changement mesuré.²⁰ » Le pire effet culturel de la Conquête, cette incapacité à la résolution collective qui prive trop souvent l'élite francophone de sens national et l'entraîne à une

certaine tiédeur dans la pratique du patriotisme, cette incertitude quant au destin de la nation qui la divise au moment où elle devrait faire le choix de l'union sacrée, passe chez Létourneau pour un comportement politique responsable, le trait d'une certaine ingéniosité collective qui ferait l'originalité de la condition québécoise dans l'histoire. C'est parce qu'ils ont su bien manoeuvrer dans le contexte canadien en y profitant de leur enracinement et de leur appartenance problématique qui les y liait que les Québécois ont su tirer profit de leur statut minoritaire en Amérique du Nord pour y bâtir finalement une société de réussite à l'avantage de tous ses membres.

Létourneau témoigne d'une tendance qui se manifeste ici et là dans le renouveau historiographique québécois : redécouvrir le Canada français. Fort bien. Mais ce que Létourneau et certains autres n'ont pas compris, c'est que s'il faut redécouvrir le Canada français, ce n'est pas parce qu'il est canadien, mais parce qu'il est français. Dans un récent ouvrage, Stéphane Kelly et Guy Laforest ont cherché à retracer la filiation canadienne de la tradition politique québécoise en pensant positivement la fondation de la fédération, prétexte ici à reprendre un dialogue avec le Canada et ses intellectuels²¹. D'autres historiens, plus jeunes, réunis autour de la revue *MENS*, travaillent eux aussi à réhabiliter la référence canadienne et à désenclaver la mémoire francophone de sa seule perspective québécoise. « Le Québec et le Canada anglais sont présentés la plupart du temps comme des entités historiques essentiellement séparées. Le résultat : deux histoires intellectuelles essentiellement tronquées.²² » Il faudrait s'en désoler. Le lien entre le Québec et le Canada ne serait pas artificiel, plaqué politiquement et maintenu par une constitution illégitime et les politiques centralisatrices d'un État décidé à tout pour oblitérer la réalité nationale québécoise, mais organique et fondamental. Pour dépasser les deux solitudes, il faudrait retrouver la « chose historique » canadienne, comme l'appelait Gérard Bergeron. La conscience historique francophone devrait se détacher de son déploiement laurentien, qui a mené à la recherche de l'indépendance politique, pour se réapproprier le Canada en tant qu'expérience historique irréductible à sa dualité et dans lequel devraient se rouvrir les horizons continentaux de ceux qu'on appelle aujourd'hui Québécois.

Il ne s'agit pas seulement, comme cela est brillamment proposé par Joseph Yvon Thériault et Jacques Beauchemin, de réhabiliter la référence canadienne-française dans la référence québécoise, autrement dit de rappeler que le peuple québécois est d'abord franco-québécois, ou d'illustrer la permanence d'un communautarisme francophone agissant dans la conscience collective – c'est là une tâche salutaire, la première dans laquelle devrait s'investir l'intelligence québécoise – mais de canadianiser le Québec dans une

renaissance de l'Amérique du Nord britannique. C'est à ce mouvement que Létourneau participe en privilégiant une perspective qui est celle « d'une collectivité qui, jusqu'à maintenant, s'est édifiée dans les lieux francs et ambigus de l'aventure canadienne dont elle a été à l'origine et qu'elle continue de marquer profondément »²³. L'historiographie, il l'a reconnu par ailleurs, porte inévitablement une dimension politique dans la mesure où leur mise en récit influe sur le destin des sociétés.

Dans la mesure où l'avenir des collectivités est toujours en partie déterminé par les horizons que lui ouvre ou que lui ferme le passé interprété, il s'ensuit que la mise en narration de l'ayant-été constitue un élément important, voire capital, de l'entreprise politique de préparation de l'avenir des collectivités²⁴.

Faire de l'expérience historique québécoise une manifestation originale mais régionale d'une plus vaste expérience canadienne permet ainsi, comme l'a déjà soutenu Létourneau, de rénover la conscience collective pour l'acclimater durablement à l'ordre politique canadien – selon sa formule, « l'expérience historique canadienne (dans le cadre de laquelle prend place fondamentalement l'expérience historique québécoise) présente, malgré les vicissitudes et blessures qui l'ont marquée, un parcours suffisamment heureux pour être poursuivi »²⁵ – un ordre avec lequel il s'agit de négocier une série d'arrangements pragmatiques qui permettront à la fédération de durer et au séparatisme québécois de reprendre sa place dans les marges d'une vie politique devant se tenir loin des différentes propositions radicales qui y sont investies. L'appartenance canadienne des Québécois correspond d'ailleurs, selon Létourneau, à une peur qu'il croit retrouver de manière durable dans la conscience collective de l'excentration associée à l'indépendance nationale. Le Canada serait l'espace le plus approprié pour assurer la manifestation de l'identité québécoise.

Jusqu'ici, les Québécois ont surtout manifesté, sur le plan de l'agir politique touchant à leur destin collectif, une tendance à refuser simultanément l'assimilation et l'exclusion, ce à quoi réfère d'ailleurs l'idée d'ambivalence : ni dans l'autre ni sans l'autre. À l'encontre de ce que prétend, voire de ce qu'espère M. Beauchemin, rien ne permet pour le moment de croire que les Québécois entendent s'exiler de l'espace politique correspondant à l'entre-lieu délimité par ces deux pôles – complémentaires et contradictoires tout à la fois – du paysage politique à l'intérieur duquel ils envisagent leur devenir depuis un bon moment déjà²⁶.

Le travail de Létourneau révèle ici son véritable fond politique. Le Canada, ou la canadianité pour le dire avec un de ses concepts, est l'énigme identitaire et politique résolue des Québécois.

QUE FAIRE DES QUÉBÉCOIS ?

Si vous vouliez trouver une coiffe norvégienne de l'ancien temps, iriez-vous la chercher chez les élégants Norvégiens ? Non : les aristocrates n'ont jamais de coutumes ; au mieux, ils ont des habitudes. Seule la populace a des coutumes.

G. K. CHESTERTON

Mais le problème apparaît nettement, et Létourneau devrait se poser la question : pourquoi, les Québécois, malgré les conseils de la science historique et des savants idéologues ralliés à l'ordre fédéral, s'entêtent-ils généralement à lire leur histoire dans la matrice nationale ? Pourquoi cherchent-ils encore à voir mise en scène une expérience d'affranchissement collectif, où la nation se meut, s'affaisse et se redresse, toujours à la recherche d'une plus grande émancipation, portée par un désir d'achèvement qui semble se relayer d'une génération à l'autre, et pas seulement chez les historiens, repérable dans une série de raisons communes qui contribuent à manifester politiquement l'existence d'un peuple qui n'est pas, pour reprendre la belle formule de Miron, 25 % de quelqu'un d'autre. Pourquoi les Québécois croient-ils ce qu'ils croient ? Si l'idée nationale est une telle mystification, comment se fait-il qu'elle habite aussi pesamment la conscience historique francophone ?

Fernand Dumont avait déjà fourni sur ces questions une réponse fondamentale, qu'on rappellera rapidement sans s'y attarder. Dans *Le Projet d'une histoire de la pensée québécoise*²⁷, il plaidait pour que l'historiographie ne cherche pas à s'objectiver complètement en se désamarrant de la culture qui la génère. Ce qui veut dire que l'histoire, du moins dans la mesure où elle cherche à participer au travail de la conscience historique par lequel un peuple élabore les représentations inscrites et déposées dans sa culture, doit au moins accepter en partie le sens que les hommes prêtent à leurs actions, et la tradition dans laquelle ils condensent souvent les significations du vivre-ensemble – tradition que Létourneau objective à l'excès en la résumant à une série d'idées reçues. La tradition d'un peuple n'est pas une fée menteuse. Or dans la mesure où la tradition québécoise, celle des historiens comme celle du débat public, est travaillée par l'idée nationale, par l'imaginaire d'un destin commun que la nation cherche à résoudre à travers la question de son statut politique, l'historien ne devrait-il pas donner un peu de crédit aux représentations collectives, à la conscience historique, plutôt que chercher systématiquement à les démonter sous prétexte de les rénover ? Il n'y a certainement pas qu'une seule interprétation disponible de l'histoire du Québec,

mais le référent national est celui qui permet à ces traditions de participer à un dialogue où les acteurs consentent à se reconnaître comme participants à une même communauté politique cherchant à élucider un destin partagé. Et si la mise en récit du parcours collectif est une dimension inévitable de l'être-ensemble, peut-on disqualifier d'un trait de plume la part existentielle de l'histoire nationale, dans la mesure où l'idée d'un destin commun passe aussi par l'idée d'un sens de l'histoire, même si celui-ci n'est jamais définitivement donné à qui que ce soit, sans toutefois apparaître comme radicalement indéchiffrable à ceux qui prétendent le dévoiler ?

Ce qui nous entraîne à poser la question du réalignement inévitable du référent national autour des lignes de fond qui tracent les appartenances distinctes coexistant bon gré mal gré sur le territoire québécois, sans céder aux illusions d'un pluralisme tout artificiel qui s'efforce de gommer dans la rhétorique des bonnes intentions et de la convivialité intercommunautaire les tensions effectives et indéniables qui peuvent exister entre différents groupes humains, même si ces tensions sont heureusement civilisées dans leur expression et démocratiquement contenues. Qu'il y ait dans l'histoire une polarisation maintenue jusqu'à ce jour entre une majorité française franchement québécoise d'un côté et une minorité anglaise indéniablement fidèle à l'État canadien de l'autre, n'est pas un simple effet de perspective – Létourneau consent d'ailleurs à le reconnaître timidement en évoquant « certaines tensions résiduelles d'ordre ethno-linguistique »²⁸.

Au Québec, si les deux peuples s'enchevêtrent, ils ne se confondent pas – comment le pourraient-ils, dans la mesure où ils s'affrontent sur le choix de l'État qui permettra la pleine expression de leur existence politique ? Il n'est pas possible de les unir par l'artifice d'une histoire écrite en comité qui entend délivrer le passé de ses pesanteurs pour élaborer de manière un peu abstraite, et finalement peu convaincante, une référence collective qui réconcilie tous les habitants de la « société québécoise » en cessant de les diviser selon l'appartenance nationale pour les réunir sous le label d'une société décrochée de sa composante majoritaire et rendant les hommages de convenance à son métissage et à sa complexité en résolvant le problème de sa cohérence dans une charte des droits qui scellerait une forme de contrat social plus ou moins relâché – la phrase exacte : « Les principes de la Charte québécoise des droits et libertés de la personne, au même titre que ceux de sa pendant canadienne, constituent un dénominateur commun sociétal respecté par la population »²⁹. Mais les principes constitutionnels ne font pas un peuple, malgré la supercherie philosophique habermassienne et la sociologie délabrée qui la complète en travaillant à la déconstruction des référents sociaux traditionnels. Il faut en finir avec les discussions creuses sur les identités multiples qui fleurent mauvais un fondamentalisme cosmopolite (Marc Crapez)

inquiétant. Ce qui fait l'identité d'un peuple, c'est sa mémoire, la conviction profonde d'avoir un destin propre. Autrement dit, sa conscience historique. On peut certainement travailler pour qu'elle soit renouée, infléchie. On ne peut lui en fabriquer une, aussi douée soit l'artisan qui se donne un tel projet. Si la mémoire sans l'histoire risque de se faire dévorer ou paralyser par ses propres mythes, l'histoire sans la mémoire frappe un autre esquif, celui de l'insignifiance où la matière vivante de l'appartenance nationale est sacrifiée pour réécrire le passé selon un patron abstrait où le sens déposé dans la tradition est tenu pour inerte, au mieux résiduel.

L'ingénierie sociale était la mauvaise idée du ^{xx}^e siècle ; l'ingénierie identitaire risque bien d'être celle du ^{xxi}^e. La déconstruction conceptuelle du fait national n'entraîne pas sa disparition dans le monde réel. Ceux qui ont cherché hier à reconstruire la société par l'infrastructure se tournent désormais vers la superstructure. Les sciences sociales travaillent depuis près d'un quart de siècle à démontrer la dimension construite du monde humain et des identités qu'on y retrouve. On connaît la rengaine, on décrète d'abord l'invention de la tradition, on travaille ensuite à la déconstruire, pour finalement découvrir une société aux liens ténus, qui peine à reconnaître l'intérêt public et voit sa cohésion lézardée par un pluralisme idéologique dont le multiculturalisme est aujourd'hui l'expression la plus assassine. On ne peut dénaturer complètement le fait national sans le déréaliser d'un même mouvement. L'appartenance à un monde commun, protégé par une frontière culturelle et politique, est indépassable et demeure une exigence ontologique. Et l'appartenance suppose la ressemblance – Éric Conan va jusqu'à soutenir que « le civisme républicain exige la recherche de la ressemblance »³⁰ – la communion au moins implicite de ceux qui participent à la même culture à une certaine idée de ce qu'ils sont. On ne peut déconstruire et reconstruire le lien social au possible sans tenir compte de la culture qui rend possible l'ouverture entre les hommes d'un espace consacré à la mise en scène de leur pluralité. Mais la pluralité sans monde commun est anarchique. Et les hommes ne peuvent tenir ensemble si ceux qui pensent les éclairer cherchent à les convaincre à tout moment du caractère artificiel des liens qu'ils croient sacrés.

C'est la mode, il faudrait désinvestir la conscience historique de toute téléologie nationaliste. À la suite de Foucault, l'historiographie contemporaine refuse de rendre compte des faits sociaux autrement que sur le mode de la dispersion³¹. Épistémologie du décentrement doublé du discrédit pour tout ce qui réfère au fait national. L'« historiquement correct » est cosmopolite ou du moins, sceptique envers le nationalisme tel qu'il s'exprime dans la conviction d'un destin national propre au peuple québécois – on dira qu'il est a-national. Le commentaire peut être rapporté aux autres historiographies nationales en Occident³². L'histoire comme science et incubatrice de la

mémoire progresserait en désagrégeant le référent national pour en illustrer l'artificialité qui recouvrerait des identités sociales plus complexes, plus fines, autrement dit, une matière identitaire touffue trouvant avec l'épuisement de la conscience historique des peuples une occasion de se manifester.

Les intellectuels peuvent s'inventer à loisir d'autres mondes possibles dans la mesure où celui qui existe est réfractaire aux idéaux dans lesquels ils voudraient le mouler. On peut, en conceptualisant autrement le champ identitaire, faire disparaître la nation du radar des sciences sociales. Elle n'en continue pas moins d'exister dans la réalité que les concepts ont cessé d'éclairer. Et la nation qu'on refoule dans le discours trouve normalement d'autres canaux pour exprimer sa réalité. Pourquoi renoncer à l'idée d'un destin national spécifique à la conscience historique franco-québécoise, se demandait récemment Jacques Beauchemin ? Est-il si contre-intuitif de parler du Québec comme d'une nation et de percevoir son histoire comme une vaste entreprise de reprise en main collective ? Les Québécois n'endossent-ils pas naturellement ce langage pour parler d'eux-mêmes ? Et si tel est le cas, la déconstruction de la référence nationale à partir de laquelle ce peuple a jusqu'ici mis en narration son parcours dans l'histoire, n'est-elle pas d'abord une tentative politique, un projet militant qui passe pour historien en recouvrant la tradition d'un discours qui la fait apparaître comme désuète et fausse ? En se voulant post-moderne, métissée, hybride, l'histoire ne risque-t-elle pas de s'avérer finalement insignifiante, tout juste bonne à servir de matière aux ingénieurs identitaires qui travaillent à rééduquer les représentations de la population pour en évider les particularismes trop manifestes ? Et si l'histoire doit être réécrite dans la perspective avouée d'un travail de remodelage de la conscience historique, ne serait-il pas possible de l'informer par la tradition – placer la mémoire à l'origine de la méthode, écrivait Dumont – qui sollicite justement sa mise en récit et qui fournit un fil, ou du moins quelques pointillés conducteurs pour produire une histoire qui fait sens pour ceux à qui on veut la raconter.

LUTTE NATIONALE POUR L'INDÉPENDANCE ET CONSCIENCE HISTORIQUE

Cette histoire est aussi importante qu'elle est compliquée. Elle flotte à la surface, tantôt agitée, tantôt assoupie, de l'éternel débat sur l'indépendance.

GUY FRÉGAULT

On ne profite généralement pas d'une recension pour entreprendre une polémique politique avec un historien qui prétend la fuir. Sauf quand le travail historique en question, malgré ses prétentions, est accroché explicitement à des considérations liées à l'avenir politique du Québec – malgré un détachement affiché pour la question, malgré un dédain pour les options bien définies, malgré la volonté affichée de penser l'histoire en d'autres termes que ceux définis par la lutte nationale. Or cette question, l'avenir politique, l'avenir national – osons une formule à l'ancienne, l'avenir de « notre peuple » – lorsque posée, exige réponse, tant son importance est cruciale, vitale, improprie à l'esquive. Il faut désormais traiter l'historien comme un citoyen. On nous permettra donc quelques réflexions supplémentaires – en marge du texte recensé, certes, mais au nom des tenants de la thèse confrontée explicitement par notre historien – sur la lutte indépendantiste du peuple québécois à partir de la proposition centrale de Létourneau qui vient doubler la déconstruction de la question nationale : *renover intellectuellement l'appartenance canadienne des Québécois*.

Létourneau l'a déjà dit comme tel : le concept de nation québécoise contre lequel il s'acharne sert de prétexte pour motiver la lutte indépendantiste³³. Ouvrir un tel concept, entretenir un tel référent, serait un geste politique. On peut en conclure que s'y opposer relève du même registre. Létourneau cherchera probablement à se dérober aux catégories usuelles de la pensée nationale. Il n'aime pas beaucoup les débats trop tranchés entre deux options qui offrent deux destins incompatibles – les intellectuels ont toujours cherché à se soustraire aux étiquettes, qui racorniraient la pensée en la cataloguant sans nuances. Il faudra néanmoins parler du « fédéralisme » de Jocelyn Létourneau. Mais on remarquera plutôt que la conscience historique francophone est tendue vers autre chose, tout autre chose, et que la téléologie nationaliste correspond en fait à l'idée forte, bien qu'exprimée avec une intensité variable selon les époques, d'une lutte nationale pour l'indépendance politique dont le projet souverainiste est certainement l'expression définitive.

On peut difficilement percevoir le tournant canadien que Létourneau propose à la majorité francophone comme autre chose qu'un recul de la conscience historique par rapport au principal acquis identitaire du dernier demi-siècle : le recentrement laurentien de la conscience historique francophone par la reconnaissance de l'État québécois comme seul à même d'assurer la défense et la promotion des intérêts nationaux de la seule nation française d'Amérique. Posons la question simplement : que faire avec la canadienité ? La combattre. Parce que la canadienité est d'abord l'expression d'une distorsion symbolique de l'identité nationale. Létourneau se fait un devoir de dédramatiser toutes les oppositions entre deux légitimités nationales, la canadienne et la québécoise, qui n'ont pourtant cessé de s'affronter – sa récente intervention sur la question des commandites en donne encore l'exemple, Létourneau refusant de considérer le scandale comme une preuve exemplaire de la tutelle politique qu'exerce le Canada sur le Québec³⁴ – au point que la première a pu croire possible de nier dans son principe même la seconde avec la centralisation unitaire qui s'accélère depuis le coup de force de 1982³⁵.

L'historiographie peut-elle vraiment vider ce conflit de toute substance pour en faire une querelle parmi d'autres dans la construction d'une société normale décentrée du pouvoir politique ? Décrocher du nationalisme ? En finir avec le vieux rêve de l'indépendance ? Et pourquoi ? Comme le rappelle Robert Laplante, « Un peuple ne peut pas toujours vivre en-dessous de son potentiel et passer le meilleur de ses énergies à se refaire une raison quand l'horizon se dérobe.³⁶ » L'indépendance politique n'est pas une option sur deux mais l'expression la plus achevée du destin national. Laplante fait aussi remarquer que « le Canada ne ménage rien pour s'imposer dans nos affaires. Et ceux des nôtres qui le servent n'ont aucune honte à prétendre que quatre siècles d'histoire peuvent finir sur un non-lieu »³⁷. La paix véritable entre les peuples québécois et canadien en sera une de séparation, et ne peut d'aucune manière se consolider autour d'une architecture constitutionnelle boiteuse, réformée ou non, qui empêche les Québécois d'accéder à la pleine existence politique. Il faudra tôt ou tard en revenir aux historiens de l'École de Montréal. Michael Collins, héros de l'indépendance irlandaise, disait des insurgés de Pâques 1916 qu'ils avaient sacrifié leur vie et leur liberté pour donner à leur peuple l'électrochoc nécessaire à son réveil, son ressaisissement, son redressement³⁸. C'est le rôle que jouent les nationalistes de conviction dans l'histoire du Québec – évoquons pêle-mêle Honoré Mercier, Lionel Groulx, François-Albert Angers, Maurice Séguin, Guy Frégault, Camille Laurin et Yves Michaud – en refusant de consentir au destin imposé par un État étranger, même lorsque les assouplis au pouvoir cherchent à nous convaincre des

vertus de la bonne entente. On ne leur prêterait bien évidemment pas la fonction d'élite éclairée. Mais on reconnaîtra qu'un peuple, dont le premier devoir politique consiste toujours à préserver son indépendance nationale – et s'il ne l'a pas, à l'acquiescer – a bien besoin, à l'occasion, de voir dresser devant lui le seul idéal à même de la conduire au ressaisissement.

La désaffection d'une certaine élite pour le nationalisme risque de faire encore une fois rater au peuple québécois une occasion d'aboutir dans sa lutte pour la souveraineté. Que certains historiens travaillent à déconstruire le référent national laisse songeur, inquiète, donne à croire qu'encore une fois, le peuple devra faire sans ceux qui se croient tenus de l'éclairer. Que Jocelyn Létourneau, historien de talent et intellectuel attaché à la compréhension de la condition québécoise, homme qu'on ne peut suspecter de ne pas aimer son pays, se complaise dans les replis confortables de l'ambivalence à la canadienne en dit beaucoup sur le déclin du référent national dans les couches supérieures des sociétés occidentales contemporaines³⁹. La question nationale, ouverte dans la conscience collective depuis le traumatisme de 1760, demeure la grande question irrésolue de l'histoire québécoise. La lutte indépendantiste exprime le nationalisme francophone historique dans ses motivations fondamentales et fournit le mythe nécessaire sans lequel un peuple dilapide ses énergies dans les marges de son existence et perd sa capacité à rebondir. Penser le Québec sans le faire à travers la question nationale conduit fatalement à un cul-de-sac théorique et politique. Pour le dire bellement avec Jean-Philippe Chartré, « il nous faudra, comme Ulysse lui-même, naviguant sur l'onde, faire en sorte que nous demeurions attachés au mât du nationalisme intransigeant »⁴⁰. On n'esquive pas la question nationale gratuitement. Libre à Létourneau de s'en sauver. Il nous appartiendra de la lui rappeler.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Une première version de ce texte est parue dans la revue *L'Action nationale*, février 2005.
2. Paul Yonnet, *Voyage au centre du malaise français. L'antiracisme et le roman national*, Paris, Gallimard, 1993.
3. Jocelyn Létourneau, *Passer à l'avenir. Histoire, mémoire identité dans le Québec d'aujourd'hui*, Montréal, Boréal, 2000.
4. Jocelyn Létourneau, *Le Québec, les Québécois. Un parcours historique*, Montréal, Fides/Musée de la civilisation, 2004, p. 6.
5. Jocelyn Létourneau, « Pour un autre récit de l'aventure historique québécoise », dans Damien-Claude Bélanger, Sophie Coupal et Michel Ducharme, *Les Idées en*

mouvement : perspectives en histoire intellectuelle et culturelle du Canada, Sillery, Les Presses de l'Université Laval, 2004, p. 71.

6. Jocelyn Létourneau, « La tradition libérale malmenée », *Le Devoir*, 11 décembre 2003, p. A7.

7. Jocelyn Létourneau, « Y a-t-il une “nation québécoise” ? Est-il nécessaire qu'elle advienne ? », *Argument*, vol. 5, n° 1, 2002, p. 101.

8. *Ibid.*, p. 102-103. Pour une critique brillante, ironique et magnifiquement articulée de cette thèse, on lira la recension qu'a fait de cet article un jeune politologue québécois, Benoît Dubreuil, dans les pages de *L'Action nationale*, Benoît Dubreuil, « Recension de *Y a-t-il une “nation québécoise” ? Est-il nécessaire qu'elle advienne ?* », *L'Action nationale*, vol. XCIII, n° 2, février 2003, p. 118-121.

9. Jocelyn Létourneau, « Y a-t-il une “nation québécoise” ? Est-il nécessaire qu'elle advienne ? », *loc. cit.*, p. 17.

10. Jocelyn Létourneau, « Pour un autre récit de l'aventure historique québécoise », dans Damien-Claude Bélanger, Sophie Coupal et Michel Ducharme, *Les Idées en mouvement : perspectives en histoire intellectuelle et culturelle du Canada*, *op. cit.*, p. 61.

11. Jocelyn Létourneau, *Le Québec, les Québécois. Un parcours historique*, *op. cit.*, p. 6.

12. *Ibid.*, p. 21.

13. *Ibid.*, p. 21.

14. *Ibid.*, p. 30.

15. *Ibid.*, p. 31.

16. *Ibid.*, p. 82.

17. *Ibid.*, p. 78.

18. *Ibid.*, p. 83.

19. *Ibid.*, p. 82.

20. *Ibid.*, p. 93.

21. Stéphane Kelly et Guy Laforest, « Aux sources d'une tradition. Les travaux en langue française », dans Janet Asjenstat, Paul Rommey, Ian Gentles et William Gairdner, *Débats sur la fondation du Canada* (édition française préparée par Guy Laforest et Stéphane Kelly), Sillery, Presses de l'Université Laval, 2004, p. 527-546.

22. Damien-Claude Bélanger, Sophie Coupal et Michel Ducharme, « Introduction », dans Damien-Claude Bélanger, Sophie Coupal et Michel Ducharme, *Les Idées en mouvement : perspectives en histoire intellectuelle et culturelle du Canada*, *op. cit.*, p. 11.

23. Jocelyn Létourneau, *Le Québec, les Québécois. Un parcours historique*, *op. cit.*, p. 6.

24. Jocelyn Létourneau, *Passer à l'avenir. Histoire, mémoire, identité dans le Québec d'aujourd'hui*, *op. cit.*, p. 180.

25. *Ibid.*, p. 180.

26. Jocelyn Létourneau, « Méprise sur un scandale », *Le Devoir*, 12 mai 2004, p. A7.

27. Texte repris dans Fernand Dumont, *Le Sort de la culture*, Montréal, L'Hexagone, 1987.
28. Jocelyn Létourneau, *Le Québec, les Québécois. Un parcours historique*, op. cit., p. 107.
29. *Ibid.*, p. 94.
30. Éric Conan, *La Gauche sans le peuple*, Paris, Fayard, 2004, p. 128.
31. Michel Foucault, *L'Archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1969, p. 19.
32. Je reprends l'expression de Jean Sévillia, *Historiquement correct. Pour en finir avec le passé unique*, Paris, Perrin, 2003.
33. Jocelyn Létourneau, « Y a-t-il une "nation québécoise" ? Est-il nécessaire qu'elle advienne ? », *loc. cit.*, p. 99-119.
34. Jocelyn Létourneau, « Méprise sur un scandale », *Le Devoir*, 12 mai 2004, p. A7.
35. Sur cette question, on lira le remarquable article de Jean Roy, « Leur combat et le nôtre », *L'Action nationale*, vol. XCV, n° 3-4, mars-avril 2005, p. 100-113. Jean Roy écrit notamment que « le vrai combat à mener n'est pas entre la gauche souvent utopique, et la droite, convaincue des vertus illimitées du marché, ni même entre "fédéralistes" et souverainistes. Car sous le label "fédéraliste", le fédéralisme réel, le fédéralisme dominateur, se dissimule, mais à peine, le nationalisme canadien en guerre avec son ennemi inexpiable, le nationalisme québécois ».
36. Robert Laplante, *Chronique de l'enfermement. Écrits sur la minorisation du Québec*, Montréal, L'Action nationale éditeur, 2004, p. 247.
37. *Ibid.*, p. 7.
38. Michael Collins, *The Path of Freedom*, Robert Rinehart Publishers, 1996, p. 53.
39. Sur la question, on lira les intéressantes considérations de Pierre-André Taguieff, *Résister au bougisme. Démocratie forte contre mondialisation techno-marchande*, Mille et une nuits, 2001.
40. Jean-Philippe Chartré, « Aile jeunesse et gestes de rupture », *L'Action nationale*, vol. XCV, n° 3-4, mars-avril 2005, p. 89.